

Le Figaro, no. 23775

Le Figaro Économie, jeudi 28 janvier 2021 244 mots, p. 19

Une-ECO

Et si l'État mettait 100 milliards de plus pour le plan de relance français ?

de Guigné, Anne

C'est une petite musique qui monte en puissance : le plan de relance français ne serait pas assez consistant face au déluge de la pandémie. L'Observatoire des conjonctures économiques (OFCE) a chiffré, ce mercredi, la marge de manoeuvre budgétaire dont l'État disposerait pour muscler son dispositif. Selon ses calculs, compte tenu de la faiblesse des taux d'intérêt à moyen terme, la France pourrait s'endetter de 100 milliards d'euros de plus afin de financer davantage d'investissements.

« Il ne s'agit pas de créer des impôts supplémentaires mais de stabiliser le service de la dette dans le budget de l'État, et d'utiliser cet argent pour des choses utiles », a précisé Xavier Ragot, le président de l'OFCE. Selon le gouvernement, la dette publique française devrait atteindre 122,4 % du PIB cette année. Le plan de l'OFCE la ferait grimper à 127,4 %. Au-delà des interrogations sur la capacité de l'État à organiser ces dépenses, la proposition de l'OFCE est théoriquement séduisante. Dans la pratique des relations européennes, elle l'est moins car elle pourrait provoquer un rapide déclassement de la France. Alors que les pays nordiques, y compris l'Allemagne, devraient chercher très rapidement à se désendetter, Paris ne peut prendre le risque, vis-à-vis des investisseurs, de se marginaliser. L'OFCE en a bien conscience et précise qu'une telle stratégie nécessiterait un accord politique au niveau européen. Une perspective hautement utopique.